

22 juillet 2020

(20-5037)

Page: 1/4

Comité des règles d'origine

Original: anglais

**NOTIFICATION DES RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES
POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

Révision

La communication ci-après, datée du 20 juillet 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu actualise comme suit sa notification au titre du paragraphe 4.3 de la Décision ministérielle sur les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés (WT/L/917/Add.1).

Les mises à jour concernent les rubriques B. I. 1) Liste des bénéficiaires, III. 1) b) Autorité à désigner pour la délivrance du certificat d'origine et IV. 1) Procédure de vérification des preuves de l'origine.

Pour plus de commodité, les parties révisées figurent en caractères **gras**.

Le reste des renseignements demeure inchangé par rapport au document G/RO/LDC/N/TPKM/1.

A. RENSEIGNEMENTS DE BASE

1)	Membre notifiant	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
2)	Date d'entrée en vigueur des règles d'origine et de toute modification de fond concernant ces règles	Proclamées le 30 septembre 1994, telles que modifiées les 8 janvier 2002, 29 mars 2004, 17 janvier 2008 et 24 décembre 2010.
3)	Date d'expiration des règles d'origine, le cas échéant	s.o.
4)	Titre du schéma de préférences auquel s'applique la législation sur les règles d'origine	Les taux de droits préférentiels appliqués aux PMA sont énumérés dans la colonne II du Tarif des douanes à l'importation.
5)	Autorité(s) octroyant le traitement préférentiel	Conseil de l'agriculture, Ministère des affaires économiques et Ministère des finances
6)	Autorités nationales chargées de l'administration des règles d'origine	Le Ministère des finances, par l'intermédiaire de l'Administration des douanes, est chargé de l'administration des règles d'origine. L'Administration des douanes peut être jointe par courriel à l'adresse suivante: customs@customs.gov.tw ou par téléphone, au numéro suivant: 886-2-25505500 #2531

B. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**I. BÉNÉFICIAIRES**

1) Liste des bénéficiaires	47 PMA en bénéficiant. La liste des bénéficiaires peut être consultée à l'adresse suivante: https://webfile.customs.gov.tw/Download.ashx?u=LzAwMS9VcGxvYWQvMS9yZWxmaWxlLzgxNzkvNiQ4ODUvMlZlYjIjODMtODAzNC00MDBlWEYmZgtMmQ4OWM0N2U3ZDY1LnBkZg%3d%3d&n=5L2O5bqm6ZaL55m85ZyL5a625riF5ZauLnBkZg%3d%3d
2) Admissibilité	Conformément aux critères applicables aux PMA définis par le Comité des politiques de développement des Nations Unies

II. CRITÈRES POUR DÉTERMINER LA TRANSFORMATION SUBSTANTIELLE

1) Critères généraux, s'ils s'appliquent à tous les produits	
a) Définition des produits entièrement obtenus	Article 6 du Règlement régissant la détermination de l'origine des marchandises importées Voir: http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047
b) Décrire les critères pour les produits non entièrement obtenus	S.O.
c) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>	Article 10 du Règlement régissant la détermination de l'origine des marchandises importées Voir: http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047
2) Règles d'origine par produit lorsque cela s'applique	
a) Indiquer le lien permettant de consulter la liste complète des règles d'origine par produit	S.O.
b) Indiquer la formule pour le calcul du pourcentage <i>ad valorem</i>, lorsqu'elle s'applique pour la règle par produit	S.O.
3) Définition des produits non originaires et des produits originaires, le cas échéant	Les marchandises importées d'un pays moins avancé sont considérées comme originaires de ce pays, à condition que: 1) les marchandises aient été entièrement produites dans ce pays moins avancé; ou 2) le processus de production réalisé par le pays moins avancé, si 2 pays ou plus sont impliqués dans la production des marchandises, ait apporté une valeur ajoutée à la marchandise d'au moins 50%.
4) Liste des ouvraisons ou transformations insuffisantes, le cas échéant	S.O.
5) Règles concernant l'application du cumul et procédures connexes, le cas échéant	Article 10 du Règlement régissant la détermination de l'origine des marchandises importées Voir: http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047
6) Tout autre renseignement jugé nécessaire par le Membre	S.O.

III. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE DOCUMENTS REQUIS

1) Certificat d'origine et autres preuves de l'origine		
	a) Obligation de présenter un certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	Article 11 du Règlement régissant la détermination de l'origine des marchandises importées Voir: http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047
	b) Autorité à désigner pour la délivrance du certificat d'origine	Le certificat d'origine doit être délivré et certifié par le gouvernement du pays exportateur ou l'organisme/l'institut autorisé par le gouvernement du pays exportateur. Voir: https://eweb.customs.gov.tw/cp.aspx?n=0546649C8F2D44B4
	c) Formulaire prescrit pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine	S.O.
	d) Toutes autres procédures appliquées pour le certificat d'origine et/ou toute autre preuve de l'origine, le cas échéant	S.O.
2) Expédition directe		
	a) Règles applicables pour l'expédition directe, le cas échéant	Article 11 du Règlement régissant la détermination de l'origine des marchandises importées Voir: http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047
	b) Prescription concernant les documents prouvant l'expédition directe, y compris lorsque le transport nécessite un transit par un ou plusieurs pays intermédiaires, le cas échéant	Les exportateurs des PMA pouvaient présenter à l'Administration des douanes leurs propres preuves documentaires attestant l'expédition directe.

IV. VÉRIFICATION ET SANCTIONS

1)	Procédure de vérification des preuves de l'origine	Des renseignements sur les vérifications sont disponibles à l'adresse suivante: https://law.moj.gov.tw/ENG/LawClass/LawAll.aspx?pcode=G0350047
2)	Sanctions pour fraude et fausses déclarations	Conformément à l'article 37 de la Loi contre la contrebande, en cas de fraude et de fausse déclaration de marchandises à l'importation, l'Administration des douanes peut, selon la nature de l'espèce, soit imposer une amende équivalant à 2 à 5 fois le montant des droits éludés et prescrire la confiscation des marchandises, soit confisquer uniquement les marchandises visées.
3)	Autorités et procédures de recours en cas de différend au sujet de la vérification	Conformément à l'article 47 de la Loi contre la contrebande, en cas de désaccord avec la mesure prise par les douanes, l'importateur peut, dans les 30 jours à compter de la date de réception de l'avis notifiant la mesure, contester celle-ci par écrit au moyen du formulaire pertinent aux fins d'examen par l'Administration des douanes. Cette dernière est tenue de se prononcer sur la requête dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception d'une contestation et d'en informer l'importateur; au besoin, ce délai peut être prolongé une fois, pour une nouvelle période d'un maximum de 2 mois. L'exemplaire original de la décision doit être transmis à l'importateur dans les 15 jours suivant la date à laquelle la décision a été rendue.

4)	Prescription concernant la conservation des documents liés à la délivrance du certificat d'origine	Conformément à l'article 98 de la Loi sur les douanes, les documents liés à la délivrance du certificat d'origine doivent être conservés pendant 5 ans.
5)	Tout autre renseignement pertinent	S.O.

V. TEXTES DE RÉFÉRENCE

a)	Les textes législatifs, dans l'une des langues officielles de l'OMC, contenant les règles d'origine préférentielles applicables au titre d'un ACPr conclu dans le cadre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés (Annexe F de la Déclaration ministérielle de Hong Kong)	Règlement régissant la détermination du pays d'origine d'une marchandise importée http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350047 Loi douanière http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350001
b)	Le texte complet des règlements administratifs concernant les modalités de délivrance, d'acceptation, de délivrance rétrospective et de remplacement des certificats d'origine ou de toutes déclarations équivalentes devant être faites, y compris toutes prescriptions concernant les vignettes à utiliser et les notifications des vignettes	Loi contre la contrebande http://law.moj.gov.tw/Eng/LawClass/LawAll.aspx?PCode=G0350029
c)	Le texte complet des modalités concernant la preuve du mouvement de l'expédition des marchandises des pays bénéficiaires vers les pays accordant les préférences, y compris le transit par des pays tiers, et les règlements administratifs s'y rapportant	
d)	Les textes complets des modalités des procédures de vérification et des sanctions y afférentes	